

Déclaration de candidature à l'élection présidentielle de M. Hervé MORIN

Dimanche 27 novembre 2011
Berville-sur-Mer

Seul le prononcé fait foi

Mes chers compatriotes,

Merci à tous d'être venus aussi nombreux et de m'avoir rejoint en ce beau dimanche de novembre au milieu de ces paysages que j'aime tant : le bocage de la terre normande, les courbes élancées du pont de Normandie, les fières cheminées des usines du Havre, et cette magnifique lumière de l'estuaire de la Seine, autant de symboles d'une France des terroirs, innovante, industrielle et conquérante, la France que nous aimons, et surtout la France que nous voulons.

Je vous ai réunis aujourd'hui, au cœur de ma Normandie natale, pour vous faire part de ma décision d'être candidat à la Présidence de la République.

Certains jugeront cet engagement audacieux. Et il est audacieux.

C'est vrai, je ne suis pas un héritier. Pour moi, fils d'un maçon devenu ensuite petit patron de PME, chaque étape de ma vie, de la petite école de mon village à une grande école de la République, de maire à député, de député à ministre, a été une construction personnelle et républicaine, un combat contre ceux qui pensent que le pouvoir leur est naturellement réservé et pour ceux qui pensent que la République leur est interdite. Mais heureusement, en politique ceux qui vous élisent, ceux qui vous choisissent pour les représenter, ce ne sont pas les puissants, ce ne sont pas les grands medias, ce ne sont pas les instituts de sondage, non le seul qui décide, c'est le peuple, c'est vous. Oui, un homme, une voix. C'est cela la démocratie.

La leçon de toutes les élections passées, c'est aussi que les Français ne veulent pas qu'on décide à leur place et qu'on leur vole leur élection présidentielle. Ils veulent que leur vote ait un sens, qu'il pèse vraiment sur l'avenir de leur pays, et ils ont raison.

La situation économique est grave, l'euro est sous assistance respiratoire, le crédit de la France auprès des agences de notation est menacé. Et alors ? Cela justifie-t-il de contingenter les candidatures ? Cela justifie-t-il de réduire leur expression ?

Au contraire. C'est justement parce qu'un monde nouveau apparaît ; c'est justement parce que la France est sur la ligne de crête de son destin, parce que je ne vois chez mes concurrents déclarés aucune idée qui permettrait à la France de relever le défi de ce monde en construction, oui, c'est aussi pour cela que je suis candidat : porter des idées nouvelles.

En cet instant, j'ai une pensée pour mes deux grands-pères paysans, tous deux devenus maires de leur village, tout près d'ici, des hommes de cœur et de bien, imprégnés de l'exemple de Pierre Mendès France, élu non loin d'ici à Louviers.

Comme eux, comme lui, je suis guidé par le souci de la vérité, l'intégrité, la droiture, la volonté d'atteindre les objectifs que l'on s'est fixés, le dépassement de soi et l'engagement total au service des autres pour une politique juste.

Le monde a changé mais ces valeurs demeurent et c'est pourquoi je souhaite que ma candidature soit une candidature de vérité, une candidature de modernité, de progrès et une candidature d'égalité.

Une candidature de vérité

La vérité nous vous la devons parce que la France est notre bien commun et parce que rien de solide ne pourra se construire sur le mensonge et la dissimulation.

Oui, la vérité nous vous la devons même si elle est difficile à entendre. « Tout dire pour tout guérir », écrivait Zola.

Vérité sur nos comptes publics car la situation actuelle est lourde de menaces pour nos acquis sociaux, pour nos services publics, pour l'avenir de nos enfants. Si nous ne sommes pas courageux aujourd'hui, ce sont eux qui devront payer demain. Mais dans quels chemins s'engager ? L'augmentation des impôts ? Sans doute mais pas seulement. Nous avons déjà les impôts les plus élevés d'Europe. La diminution des dépenses publiques ? Il existe des marges de manœuvre, c'est vrai, mais il y a aussi des limites : les services publics ont déserté les campagnes et les banlieues, le redressement de notre justice, le redressement de notre école, la lutte contre la délinquance sont des impératifs. On le voit bien, les solutions anciennes ont vécu.

Moi, je vous propose une troisième voie.

Elle a un nom : les 37 heures de travail hebdomadaires dans le privé comme dans le public. Elle aura un impact concret et rapide : l'amélioration de notre croissance, la réduction immédiate de nos déficits. Je le sais, je demande à chacune et chacun d'entre vous un effort. Mais cet effort, je suis sûr que les Français sont prêts à l'accepter, pour leur pays comme pour leurs enfants, et à la condition que cet effort soit partagé par tous, public comme privé, et que l'Etat et les hommes politiques soient exemplaires.

Vérité sur nos comptes publics, vérité aussi sur notre économie car l'affaiblissement de notre appareil de production, la fermeture de nos usines, l'accroissement de nos déficits commerciaux avec presque tous les pays d'Europe, c'est un poison mortel. La France est en train d'être bradée, soldée à des fonds d'investissement étrangers, comme un héritage qu'on est en train de liquider pièce par pièce.

Vérité enfin sur notre République et notre Démocratie. Face aux difficultés que traverse la France, notre République n'a d'autre choix que d'être exemplaire. Or, elle ne l'est pas, et vous le savez bien, et c'est pour moi un vrai motif de colère.

Le cumul des mandats, les conflits d'intérêts entre public et privé, ces pratiques doivent cesser. Et plus encore je propose que tout élu, condamné pour un délit politico financier, devienne inéligible à vie.

Si je veux mener une campagne de vérité, ce n'est pas pour accentuer encore l'angoisse de nos concitoyens. Au contraire. Je veux dire la vérité aux Français parce que sans eux rien ne sera possible. Ils sont de très loin notre capital le plus précieux et c'est sur eux que je veux investir.

C'est ça la véritable modernité, celle que je veux porter à travers cette élection. Faire confiance. Compter sur la responsabilité de ses compatriotes. Stimuler leur énergie.

Nous possédons des trésors de modernisation, de participation et d'innovations au cœur de la moindre parcelle de notre territoire : nos millions de bénévoles, nos centaines de milliers d'associations sportives, culturelles, professionnelles ou caritatives, nos élus locaux bien sûr, mais aussi tous les Français qui prennent des responsabilités dans une organisation professionnelle, aux prud'hommes, ou dans un syndicat, et j'en oublie. Ils existent, ils sont là, ils travaillent mais leur expérience, leur générosité, leurs idées ne sont pas reconnues comme elles devraient l'être.

Je pourrais citer des dizaines d'exemples, recueillis au cours de mon tour de France, de ces formidables capacités d'initiatives et de modernisation.

Je pense à cette association qui permet à des personnes handicapées et des étudiants de partager un projet de vie au sein d'appartements communautaires changeant radicalement le rapport au handicap.

Je pense à ces patrons de PME qui avec leurs salariés, les respectant, inventent de nouvelles organisations du travail pour affronter la crise et éviter des licenciements.

Je pense à ces agriculteurs qui se regroupent pour mettre sur pieds des filières courtes de distribution pour continuer à vivre dignement du métier qu'ils aiment.

Je pense à cette institutrice du sud -ouest qui a développé un nouveau logiciel pour faciliter les tâches quotidiennes de ses collègues.

Tous ces Français, ce sont eux qui m'ont décidé à être candidat, ce sont eux qui ont inspiré mon projet, c'est à eux que je pense quand je vous présente ma France de demain.

Certains de mes concurrents pensent qu'ils n'ont pas besoin des Français pour sortir notre pays du déclin. Les uns parce qu'ils pensent que l'autorité d'un chef suffit. Les autres parce qu'ils pensent que l'Etat peut tout régler. L'homme providentiel d'un côté, l'Etat-Providence de l'autre.

Des idéologies des siècles passés comme solutions aux problèmes du siècle présent. Des solutions verticales dans un monde devenu horizontal, où le réseau, la communauté, la participation autour d'une ambition commune sont les clés de la transformation et d'une croissance durable. .

Je crois au plus profond de moi-même que c'est une nouvelle société qu'il nous faut inventer, un nouveau chapitre de notre pays qu'il faut ouvrir au lieu de relire sans cesse le précédent.

Oui compter sur la société, faire des Français les acteurs d'un pays en renouveau et non les spectateurs d'un monde en transformation, faire tout simplement des Français des associés de la réussite de leur pays.

Je serai le candidat qui refuse de laisser l'individu en tête à tête avec l'Etat, le candidat qui fait confiance aux corps intermédiaires, le candidat qui donne plus de pouvoir à toutes les forces vives de notre Nation. Voilà une idée neuve.

Candidat de la vérité, de la modernité, je veux être aussi le candidat de l'égalité et de la justice sociale.

La société est dure, l'exigence de performance et de productivité est permanente, la globalisation voit émerger des compétiteurs aux forces gigantesques. Des centaines de millions d'êtres humains accèdent enfin à la dignité et revendiquent – et qui peut les en blâmer ?- d'être les acteurs d'une construction mondiale nouvelle où l'Europe et les Etats-Unis ne sont plus les maîtres du monde. C'est ce défi auquel sont confrontées la France et l'Europe.

De cette terre de Normandie, j'en appelle à la résistance, résistance contre le conformisme, le fatalisme, le pessimisme. Ici, un matin du printemps 44, la France retrouvait son honneur et sa liberté. Un pays sali, humilié, violé, mais un pays qui a su à force de travail et d'intelligence devenir une trentaine d'années plus tard la 3e puissance économique du monde. Ce que la France a su faire hier, elle peut le faire demain avec ses hommes, du courage et des idées nouvelles.

C'est ce message d'espoir que je veux aussi porter à travers ma candidature, car si je sais les inquiétudes des Français, j'entends aussi toutes celles et tous ceux qui vident la France de son énergie, les marchands de pessimisme, les producteurs de haines, les candidats des peurs.

Peur de l'étranger, peur de l'autre, peur du risque, paniques d'un hiver sans lumière et d'un soleil sans visage, comme les personnages de Ramuz. Démondialisation comme déclin, comme dérouté, comme démission.

Les civilisations sont mortelles, mais celles qui ont refusé l'échange, la compétition, celles qui se sont repliées sur elles-mêmes, le sont encore plus que les autres.

J'entends bien les inquiétudes de nos compatriotes au sujet du multiculturalisme, et plus largement de l'ouverture de nos frontières aux hommes, aux biens, aux services.

Que va devenir mon emploi ? Que vont devenir mes enfants ? Que va devenir ma culture ? Je partage avec eux cette même inquiétude. Ce sont de vraies questions et elles méritent non seulement le respect mais surtout des réponses nouvelles.

Mais je vous le dis, il existe un chemin entre l'idéalisme béat et le repli sur soi. D'un côté le respect intangible de nos principes républicains et une main de fer pour qu'ils soient appliqués, et nous faisons parfois preuve de faiblesse, de l'autre l'affirmation de la diversité comme atout. D'un côté, le libre échange des biens et services, de l'autre non pas la démondialisation qui n'est qu'une logique stérile et sans issue, mais ce que j'appelle la remondialisation, en un mot bâtir une nouvelle mondialisation dans laquelle la France a toute sa place, intégrant la réciprocité dans l'ouverture des marchés, la taxation des mouvements de capitaux, l'interdiction du travail des enfants, le respect du patrimoine écologique mondial.

Je veux porter l'idée que la France peut réussir dans la globalisation et notamment parce qu'une partie des problèmes viennent de nous-mêmes et non pas des autres. Je le répète, de nous-mêmes et non pas des autres.

Ces problèmes, nous ne pourrions les régler que dans la justice et l'équité. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, et si je pense évidemment aux plus démunis de nos compatriotes, je pense aussi à tous ces Français des classes moyennes négligés par les politiques.

Ces Français qui ont pour seul tort de n'être ni très riches ni très pauvres ; ces Français dont on pense toujours qu'ils n'ont pas de problèmes parce qu'ils n'en posent pas ; ces Français qui paient leurs impôts sans rien dire alors qu'ils sont toujours les premières victimes de ces hausses d'impôt ; ces Français qui sacrifient tout pour leurs enfants alors que la hausse des prix des logements les poussent toujours plus loin des grandes villes, de leur travail et des services publics ; ces Français qui croient encore dans les valeurs du mérite et du travail alors que leur pouvoir d'achat n'a cessé de reculer ; ces Français qui ne pensent pas toujours que les droits sont pour eux et les devoirs pour le voisin. Moi je voudrais réparer l'injustice qui est faite à ces Français des classes moyennes depuis des années et leur dire que si je suis élu l'expression de justice sociale et donc de solidarité nationale s'appliquera aussi à eux.

A tous ces Français, je leur dis que je serai leur candidat, le candidat de l'égalité, pas l'égalité que proposent les socialistes qui n'est qu'un assistanat permanent, pas non plus l'égalité d'une partie de la droite où, grâce aux niches fiscales, les très riches en viennent à payer moins d'impôt que les classes moyennes.

L'égalité est devenue une idée lointaine. Je veux lui redonner un visage : égalité des droits et des devoirs, égalité devant les institutions, égalité devant les règles. En un mot, égalité républicaine.

Vérité, modernité, égalité : ces valeurs doivent inspirer toutes nos batailles à venir pour l'école, pour la santé, pour l'entreprise, pour l'Europe.

L'école parce que c'est l'essentiel qui s'y déroule et qu'aujourd'hui notre système éducatif est en panne de solutions pour ces 150 000 jeunes qui arrivent en 6^e chaque année sans savoir lire, écrire et compter. C'est une honte nationale, c'est un scandale. L'école a besoin d'enseignants, c'est pourquoi il faut arrêter les suppressions de postes, mais elle a aussi besoin d'un fonctionnement nouveau, et notamment de plus d'autonomie, exactement comme nous avons su le faire pour nos universités. A partir d'un socle national, à chaque école ses rythmes scolaires, à chaque école son projet, à chaque école les moyens humains et matériels pour mener à bien ce projet en fonction de son public scolaire. Et à la fin, des résultats que l'on évalue, pour corriger ce qui ne va pas et amplifier ce qui va bien. En bref, redonner de l'ambition à notre école.

La santé. Nos pères et nos grands-pères se sont battus pour elle. Et aujourd'hui, son acquis, son excellence sont en danger. Réunissons dans des Etats généraux ceux qui savent pour que nos campagnes ne manquent pas de médecins, que nos hôpitaux ne manquent pas d'infirmières et que tous les Français puissent se soigner.

L'entreprise est notre troisième priorité parce qu'il faut faire de nos PME le principal outil de la croissance et de la reconquête de nos parts de marché. Pour les PME, je veux que le gouvernement apporte des solutions, et non pas des problèmes, comme c'est le cas depuis si longtemps. Les PME, ce sont les emplois, les énergies, les richesses et ce sont toujours elles qu'on matraque. Je veux qu'on les respecte et que l'on arrête de changer les règles tous les jours. Je vous propose un principe simple : les lois et les règles ne peuvent changer plus d'une fois au cours d'un quinquennat.

Je veux aussi définir avec les partenaires sociaux le cadre d'un contrat de travail unique, protecteur des personnes mais protecteur aussi de l'initiative et de l'entrepreneuriat pour améliorer l'emploi. A force de rigidifier le droit du travail on a précarisé les Français : 80% des embauches sont des CDD de moins d'un mois.

Aujourd'hui moins de 8% de la population active adhère à un syndicat. Je veux que la majorité de la population active y adhère car c'est avec les syndicats que je veux reconstruire le rapport au travail dans ce monde nouveau.

L'Europe enfin, parce qu'elle reste notre destin commun. Je ne renonce pas à notre souveraineté nationale, mais je dis qu'elle passe nécessairement par une Europe forte.

Faute d'avoir accepté une Europe politique, faute d'avoir chaque fois retardé l'échéance d'un gouvernement européen, d'autres ont pris le pouvoir, les technocrates d'abord et surtout, les financiers. Cette fois l'Europe ne peut plus ruser avec la Raison. Face à un impératif de survie, elle n'a plus d'autres choix que de devenir une Europe politique et donc une Europe fédérale.

A quelques-uns, autour du couple franco-allemand, et certainement pas à 27, mettons en commun la politique économique et fiscale, le climat, l'énergie, tout ce qui fera de nous non seulement une puissance mais aussi un modèle. Gardons nos pouvoirs régaliens, notre défense et notre diplomatie.

Comment réussir ce pari du renouveau ? Je vous propose de laisser tomber ce qui a échoué et d'essayer des idées neuves.

Cessons de coller des rustines sur un système qui prend l'eau, cessons d'appliquer des idées qui relèvent toutes d'une culture connue. Oui, mettons au pouvoir des idées neuves.

On me dit qu'en matière d'emploi tout a été tenté, mais a-t-on essayé, la tva emploi permettant la baisse massive des cotisations sociales, ce qui apportera pouvoir d'achat et compétitivité ? Voilà une idée neuve.

On me dit que les droits des femmes ne sont pas respectés, mais a-t-on essayé d'imposer l'égalité salariale entre les hommes et les femmes dans l'entreprise sous peine de sanctions financières ? Voilà une idée neuve.

On me dit que l'école ne marche plus, mais a-t-on essayé d'alléger les programmes et d'allonger l'année scolaire, de faire le Français et les maths le matin et les activités culturelles, artistiques et sportives l'après-midi ? Voilà une idée neuve.

Mes chers compatriotes,

Je suis entré en politique parce que j'aime aller à la rencontre des Français, les écouter, comprendre leurs problèmes et faciliter leurs projets.

Je suis entré en politique parce que je crois que la somme des intérêts particuliers ne forge pas l'intérêt général.

Je suis entré en politique parce que j'aime mon pays, que j'aime le servir et parce que je crois tout simplement que grâce à la politique demain peut être plus beau qu'aujourd'hui.

Je suis entré en politique aussi parce que j'ai des valeurs, l'amour de la liberté, la haine de l'injustice, et aussi une immense espérance, une Europe fédérale, facteur de prospérité pour notre pays.

Ce sont les mêmes raisons, hier comme aujourd'hui, qui me poussent à être candidat à l'élection présidentielle, à solliciter vos suffrages, et vous mes amis à solliciter votre soutien.

Je pars dans cette campagne sans richesses autres que celles que vous m'apporterez et avec ma détermination sans failles à porter vos valeurs et incarner vos espérances.

Tous ici ce matin, nous savons qu'une autre France est possible, une autre Europe est possible, une autre République est possible. Voici l'exaltant et formidable défi que je vous propose de relever ensemble : donner à nos enfants et à notre jeunesse l'espoir d'une France debout, redonner à tous nos compatriotes la fierté d'être français et pour cela, donner à la France des idées neuves le soir du 6 mai 2012.
